

NATURE CONTRE-NATURE.

RACONTER L'HISTOIRE DU TRAITÉ DES PYRÉNÉES EN CATALOGNE FRANÇAISE

Nicolas Berjoan

Université de Provence – UMR Telemme

RÉSUMÉ : Terre disputée par les armes et par les idées, le Roussillon a donné naissance, durant l'époque contemporaine, à une production historique contradictoire. L'histoire française, première en scène, agencée pour valider l'appartenance de cet espace à la France, s'est vue opposée à partir des années 1930 une contre-histoire catalaniste qui dénonce ses manipulations. L'histoire universitaire d'aujourd'hui essaie de prendre du champ par rapport à ces interprétations rivales, mais les divergences continuent de s'étaler quant à la nature de l'identité locale.

MOTS-CLÉS : Roussillon, historiographie, idéologie, identité.

La signature du traité des Pyrénées est, au sens le plus propre du terme, un acte fondateur pour l'histoire des terres catalanes de France, qu'on les regroupe sous le vocable générique de « Roussillon », en utilisant le nom de la province d'Ancien Régime qui les a une première fois rassemblées sous administration commune, ou sous celui plus militant de « Catalogne Nord ». ¹ Sa signature donne naissance à un sujet historique qui n'avait jamais existé comme tel auparavant. ² En séparant ces territoires de la Catalogne, avec lesquels ils ont partagé une longue histoire, il détermine aussi la problématique fondamentale qui va guider la réflexion historique durant l'époque contemporaine. Pendant deux siècles, ceux qui vont se pencher sur le passé de ce territoire disputé tâcheront d'expliquer comment cet espace catalan a réagi à son environnement français, et comment il a vécu la construction de la nation française alors que sa culture ne le prédisposait pas à s'y reconnaître.

Parce que les terres catalanes annexées par la France lors du traité des Pyrénées sont un lieu conflictuel, l'écriture de leur histoire ne pouvait qu'être déterminée par les visées politiques qui ont contribué à faire de cet espace un enjeu. Territoires frontaliers, marge septentrionale d'une Catalogne avec laquelle ils forment une unité politique et culturelle depuis le Moyen-âge, leur situation stratégique aiguise rapidement les appétits de la monarchie française. Dès le xv^e siècle, elle place ces *comarques* en première ligne, dans la lutte pluriséculaire que vont se livrer les rois de France et d'Espagne pour l'hégémonie européenne. Finalement conquises par la monarchie capétienne, au terme de longues campagnes et d'immenses malheurs, leur relation d'abord difficile avec le pouvoir français a exigé des historiens qu'ils expliquent comment leurs habitants ont fini par se sentir partie de la nation française. A ces deux moments de l'histoire nord-catalane, celui de terres convoitées par la monarchie française et celui de terres prises dans une construction nationale française, correspondent deux moments de son historiographie. La première séquence voit apparaître une littérature de propagande visant à justifier les prétentions des deux monarchies sur cette région pyrénéenne, et plus généralement sur la Catalogne. Côté français, elle culmine avec la *Marca hispanica* de Pierre de Marca, et trouve son pendant dans une série d'ouvrages défendant l'hispanité de ces terres frontalières, dont les *Il·lustracions dels Comtats de Rosselló, Cerdanya i Conflent* du notaire d'Ille Francesc Comte offre le meilleur exemple. ³ Mais c'est la seconde période, et sa production historique qui nous intéressent ici. Histoire de l'âge des nations, il ne lui suffit plus de discuter des droits du pouvoir français ou espagnol sur le Roussillon, il lui faut établir la nationalité du pays et de ses habitants. Tout au long du xix^e siècle, et des deux premiers tiers du xx^e siècle, cette ambition motive l'épanouissement d'une histoire française, qui veut faire des Roussillonnais des Français d'évidence, c'est-à-dire des Français par nature. Il faut attendre les années 1970 pour qu'elle se heurte véritablement à une volonté de signe contraire. Il s'agit alors, pour une série d'érudits et de militants catalanistes, de contester l'héritage française des terres nord-catalanes, pour les rattacher fermement à l'aire catalane. Histoire française et contre-histoire catalaniste s'opposent désormais, pro-

1. L'usage du dernier s'est répandu en même temps qu'a émergé un catalanisme politique en Roussillon, dans les années 1970.

2. Sur l'inexistence d'un Roussillon d'avant 1659, je renvoie à la mise au point définitive de Nùria SALES, *Qu'étaient les « comtats » au sein de la monarchie plurielle ?*, Louis ASSIER-ANDRIEU et Ramon SALA (dir), *La ciutat i els poders*, Perpinyà : ICRESS-Universitat de Perpinyà, 2000, p. 415-428.

3. Pierre de MARCA, *La Marca hispanica*, Barcelone : Sala i Badal, 1965 (1688) ; et Francesc COMTE, *Il·lustracions dels comtats de Rosselló, Cerdanya i Conflent*, Barcelona : Curial, 1995 (1586).

posant chacune une lecture divergente du passé roussillonnais. Quant aux travaux des historiens universitaires, qui exercent depuis vingt ans une emprise croissante sur les publications d'histoire locale, s'ils ont déplacé le débat sur le terrain des modalités de la construction nationale, plutôt que sur la quête des preuves intemporelles d'une nationalité, ils continuent de s'opposer franchement sur les rapports qu'ont entretenus les Roussillonnais avec l'Etat et l'idée nationale française après l'annexion.

Ces pages voudraient décrire la façon dont ces différents courants historiographiques ont mis en récit l'histoire du traité des Pyrénées entre la fin du XVIII^e siècle et nos jours, en pointant ce qui les démarquent des productions de l'époque moderne, et en les replaçant dans le contexte plus large de leur environnement politique et culturel. Cette histoire, en effet, est le reflet d'une entreprise plus vaste de définition de l'identité locale qui a pris des tours contradictoires durant l'époque contemporaine.

Rendre transcendant le contingent. Une histoire française du traité des Pyrénées

C'est à l'histoire française du Roussillon la première qu'il appartient de donner un sens à la signature du traité des Pyrénées. Au sein de ce discours global, égrainant sur le fil du passé les raisons qui font de la Catalogne du nord une terre naturellement française, l'évènement est présenté comme l'heureux dénouement d'une destinée long-temps contrariée.

Après le traumatisme de la conquête, après le temps pénible durant lequel se met en place le nouvel ordre français, il faut attendre la seconde moitié du XVIII^e siècle pour que les Roussillonnais se piquent à nouveau de raconter leur histoire, et 1787 pour que paraisse le volume d'une description générale des provinces de France consacré au Roussillon par le docteur J-B Carrère. Son *Voyage pittoresque de la France. Province du Roussillon* est au point de départ de l'histoire française du Roussillon, construite pour valider l'appartenance de cet espace à la France.⁴ Un courant historiographique qui va dominer le champ de l'histoire locale jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle. Il faut dire que rares sont ceux qui osent, durant ce siècle et demi, mettre en doute le bienfait qu'a constitué, pour le Roussillon, son « rattachement » à la France. Certes le pays a souffert dans lors de la conquête, mais, de l'avis général, c'est peu de chose en regard de l'immense bénéfice qu'il a tiré d'avoir été associé à une puissance mondiale, et de vivre dans un Etat solidement administré. Bonheur d'autant plus grand que les Roussillonnais le mesurent aux tribulations de leurs voisins d'Espagne, emportés par le déclin ibérique et la spirale des guerres civiles qui ensanglantent la péninsule. Assez normalement dans ce contexte, les historiens du Roussillon n'ont d'autres buts que de louer le destin français du Roussillon, et d'ajuster le passé local à la légende dorée nationale. Ils puisent abondamment pour ce faire dans la galerie des ancêtres dont se réclame la France, ainsi que dans l'argumentaire développé par les propagandistes français du Grand siècle. A l'instar de Charles Sorel ou Pierre de Cazeneuve, ils font remonter les droits du roi de France sur ces terres aux temps de la reconquête carolingienne.⁵ Et, comme Marca, ils veulent que le Roussillon ait fait partie de la Gaule, cette forme élémentaire de France. Mais leur composition possède un trait original par rapport à ces modèles anciens. Alors qu'il ne s'agissait, pour les historiens de l'époque moderne, que de dresser les bornes d'une souveraineté légitime, l'histoire française contemporaine veut fonder la francité des Roussillonnais dans leur nature de peuple, ce qui passe par l'invention d'un ethnotype singulier.

Le sang et le droit

Médecin roussillonnais de Louis XVI, mort en exil à Barcelone en 1803, Carrère est un homme des Lumières. Sa foi dans le progrès se conjugue avec sa satisfaction d'être français, sujet d'un royaume qui se pense comme flambeau de la civilisation. Son ouvrage transpire du désir de voir sa patrie catalane adopter les standards culturels de la capitale, en abandonnant la langue et les mœurs catalanes qui la rendent si ridiculement exotique. C'est sa volonté d'exhumer les racines françaises des Roussillonnais dans les strates historiques les plus profondes qui le pousse à établir leur généalogie gauloise. Pour lui, un doute subsiste sur les tous premiers habitants du Roussillon, dont les traces se perdent dans les temps légendaires. Mais, qu'ils aient été Phéniciens, Phrygiens ou Egyptiens, importe peu, car ce sont les Gaulois qui apparaissent comme premiers occupants connus de la contrée lorsque les écrits de Tite Live lèvent le voile de l'histoire sur ce coin de Méditerranée. Reprenant Pierre de Marca, il assure que ces terres ont fait partie de la Gaule narbonnaise, en précisant tout de même : « Il paraît cependant que cette province passa ensuite du gouvernement des Gaules à celui de l'Espagne ; l'an 300 de l'ère chrétienne, Decius, préfet (...) en Espagne, fait souffrir le martyr à saint Vincent à Collioure : cette ville, et le Roussillon où elle se trouve, doivent faire partie de son département.⁶ » Après lui, tous ne s'interrogeront pas de même, et c'est infiniment que les historiens du Roussillon répèteront l'antienne du peuplement gaulois. Jusqu'à Marcel Durliat, ce

4. Jean Baptiste CARRÈRE, *Voyage pittoresque de la France. Province du Roussillon*, Paris : Lamy, 1787.

5. Charles SOREL, *La deffence des Catalans. Où l'on voit le juste sujet qu'ils ont eu de se retirer de la domination du Roy d'Espagne. Avec les droits du Roy sur la Catalogne et le Roussillon*, Paris : N. de Sercy, 1642, et Pierre de CAZENEUVE, *La Catalogne françoise. Où il est traité des droits que le Roy a sur les comtez de Barcelone, et Roussillon ; et sur les autres terres de la Principauté de Catalogne*, Toulouse : P. Bosc, 1644.

6. Jean Baptiste CARRÈRE, *op. cit.*, p. 1-2.

spécialiste d'art roman, professeur à la faculté de Toulouse, qui annonce en 1962, dans son *Que sais-je ?* consacré à l'histoire du Roussillon, qu'après des temps mal connus où les tribus se mêlaient dans la confusion, « (...) la conquête volque [a] porté la frontière des Gaules aux Pyrénées. »⁷

L'origine gauloise des populations roussillonnaises doit servir à présenter le Roussillon comme une terre française par nature. Elle sert aussi à camper un type humain original, distinct des Catalans, et à combattre l'idée, hautement périlleuse pour la construction nationale française, que Roussillonnais et Catalans sont un même peuple. C'est ce qu'explique Dominique Henry, ce natif des Basses Alpes, archiviste départemental des Pyrénées-Orientales pendant une bonne partie de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, auteur de l'un des monuments de l'historiographie locale du XIX^e siècle, son *Histoire du Roussillon* publiée en 1835.⁸ Pour lui, plus évidemment encore que pour Carrère, le pays a fait partie de la Narbonnaise, et ses habitants ont hérité des siècles gaulois une nature qui les éloignera toujours des Catalans, auxquels ils ont été unis par la faute de Charles le Chauve, le créateur de la *Marca hispanica*. « Tout attachait le Roussillon à la Narbonnaise : la facilité des communications qui établissait une communauté d'intérêts entre les peuples des deux pays, le souvenir de cette ancienne et longue alliance qui les avaient unis de tout temps contre les peuples de l'autre côté des monts. En rompant ces liens naturels, l'adjonction du comté de Roussillon à la marche d'Espagne rendit les Roussillonnais étrangers à leurs propres compatriotes sans pouvoir les identifier avec ceux à qui on les forçait à s'allier.⁹ » Le constat est identique, un siècle plus tard, chez Horace Chauvet. Ce journaliste roussillonnais, républicain ardent, qui a quitté Perpignan pour Paris à l'âge de la retraite, approche des 70 ans lorsqu'il publie à son tour, en 1952, une *Histoire du Roussillon*. Les Roussillonnais qu'il y décrit, dans un vocabulaire racialisé qui rappelle le tournant du siècle et ses années de formation, sont irréductibles à toute autre population des alentours. « Ils ont tenu à garder, le long des siècles, leurs particularités ethniques, une sorte de personnalité raciale, même vis-à-vis des peuples voisins qui leur étaient associés.¹⁰ » Et en 1997 encore, les pages introductives du manuel d'histoire locale de Claude Colomer, professeur au lycée Jansson-de-Sailly de Paris, sont placées sous le signe de la « spécificité roussillonnaise. »¹¹ Une originalité qu'il croit fonder, entre autres choses, sur un brassage des populations d'une ampleur inconnue en Languedoc et en Catalogne voisine. Cette défense de l'autochtonie précède, sans grande surprise, un hommage ému à la belle union du Roussillon et de la mère patrie française, pour lequel Colomer préfère céder la parole à l'un de ses prédécesseurs. « Et s'il s'est à son tour fort bien intégré dans l'ensemble français c'est que, comme l'a écrit Joseph Calmette, il a réussi à concilier " ce qu'il doit au grand pays qui l'a associé à sa fortune et ce qu'il doit aux ancêtres qui lui ont légué les traits spécifiques de son tempérament propre et de son génie original. " »¹²

Calmette justement, s'avère le défenseur le plus décidé de la thèse des Pyrénées « frontière naturelle », et ne s'embarrasse pas, lui, de détours. Pas besoin à son goût, pour justifier l'appartenance du Roussillon à la France, de passer par la description d'un homme roussillonnais qui ne soit pas catalan. La simple évocation du passé gaulois suffit, car avoir été gaulois c'est être français pour toujours. Dans tous les travaux qu'il consacre à l'histoire du Roussillon, cet élève de l'École des Chartes et de l'EPHE, titulaire de la chaire d'histoire méridionale de l'université de Toulouse et longtemps directeur des *Annales du Midi*, qui écrase, durant la première moitié du XX^e siècle, le panorama de l'histoire locale de toute sa stature de membre de l'Institut de France, répète sans relâche son credo. Les Pyrénées sont une frontière naturelle sous deux espèces. Sur le plan physique, où, en 1911 comme du temps de Pierre de Marca, qui l'avait déjà fait remarquer, le verdict des sens révèle l'évidence. « Le mur se perce de quelques portes, mais il reste un mur. Telle est la sensation nette, immédiate, que suscite le simple examen d'une carte ou la simple vision de la réalité. »¹³ Sur le plan biologique, puisque le mur de pierre a été opportunément dressé par la Providence entre les populations gauloises et ibères. Et c'est, poursuit Calmette lors d'une conférence donnée en 1921, parce qu'au nord de cette limite se trouvaient des Gaulois que les Roussillonnais sont Français, car l'antiquité la plus antique dicte toujours le destin des peuples. « Mais, pensez-vous peut-être, importe-t-il vraiment que nous soyons des Gaulois ou des Gallo-romains (...) ? Et d'avoir été des citoyens catalans, des sujets aragonais, voire des sujets espagnols au temps d'Olivarès, tout cela n'efface-t-il point de nous cette hérédité plus ancienne, et sans doute périmée ? Quelle erreur ce serait (...) que de penser ainsi ! Bien au contraire, la plus ancienne histoire est celle qui pèse le plus souvent sur nous. C'est parce que nos ancêtres étaient des Gaulois que nous sommes aujourd'hui des Français et de bons Français. »¹⁴

7. Marcel DURLIAT, *Histoire du Roussillon*, Paris : PUF, 1962, p. 14.

8. Dominique M.J. HENRY, *Histoire du Roussillon comprenant une histoire du royaume de Majorque*, Marseille : Laffitte, 1974 (1835), 2 volumes.

9. Dominique M.J. HENRY, *op. cit.*, p. 73.

10. Horace CHAUVET, *Histoire du Roussillon*, Perpignan : Imprimerie du Midi, 1952, p. 305.

11. Claude COLOMER, *Histoire du Roussillon*, Paris : PUF, 1997, p. 6.

12. Claude COLOMER, *op. cit.*, p. 8.

13. Joseph CALMETTE, *La frontière pyrénéenne entre la France et l'Aragon*, in *Ruscino*, 4, octobre-décembre, 1912, p. 406.

14. Joseph CALMETTE, *Quelques aspects de l'histoire du Roussillon*, in *Ruscino*, 15, janvier-mars 1921, p. 62.

L'argument gaulois n'est pas seul à soutenir l'histoire française du Roussillon. Depuis Carrère, ceux qui s'efforcent de présenter l'appartenance des terres nord catalanes à la France comme une évidence, ne convoquent pas seulement l'ascendance gauloise de ses habitants, mais tâchent de fonder leur discours en droit. Alors interviennent les seconds grands ancêtres invoqués par la légende nationale française, les Francs. C'est Pépin le Bref qui a bouté les musulmans hors de la contrée vers 760, leur a repris la ville de Narbonne, et fait rentrer ces territoires dans l'orbite carolingienne. Or l'épisode de la reconquête possède un triple intérêt pour les historiens locaux. Le premier est de présenter la suzeraineté des rois de France –qui se veulent descendants de Charlemagne– comme première établie, et donc seule légitime, sur le Roussillon. Le second, corollaire du premier, est de dénier quelque valeur que ce soit à toute souveraineté concurrente. Même les prétentions des comtes de Barcelone sont irrecevables, puisqu'elles sont postérieures. Elles s'appuient d'ailleurs sur une usurpation du pouvoir souverain par les comtes, qui se sont émancipés de la suzeraineté des rois de France en profitant de l'éloignement et la faiblesse du pouvoir français pendant une partie du Moyen-âge. Le dernier bénéfice que les historiens du Roussillon tirent de l'évocation de cet épisode, est de faire de cette très ancienne union du Roussillon au royaume de France le résultat de la volonté consciente des populations locales. En effet, nous explique Jean-Baptiste Carrère, quand les musulmans « (...) furent chassés à leur tour [du Roussillon], en 760, par Pépin, roi de France, (...) les habitants se soumièrent volontairement pendant que ce prince faisait le siège de Narbonne. »¹⁵ Pour l'argumentaire français le détail a son importance, et sera rappelé jusqu'à l'*Histoire du Roussillon* que Joseph Calmette et Pierre Vidal font paraître en 1923. Il permet en quelque sorte d'enjamber l'épisode violent de la conquête, sanctionné par le traité de 1659, pour faire de la relation du Roussillon à la France une relation foncièrement désirée.

Retour à la mère patrie

L'histoire française du Roussillon cherche donc, sinon à escamoter la conquête comme fait d'armes, du moins à minimiser autant que possible cette dimension, en l'intégrant en amont dans une longue histoire, prédestinant le Roussillon à la France, dont elle ne serait qu'une péripétie. Le récit de ses tenants échappe d'autant moins à cette logique qu'il se rapproche des temps précédents immédiatement la signature du traité des Pyrénées. Aussi l'accord de Péronne, négocié en 1641 entre les représentants de la *Generalitat* et ceux de Louis XIII, qui font du roi de France le nouveau comte de Barcelone, est l'épisode de la guerre de Trente ans sur lequel ils s'attardent le plus volontiers. Rejouant en quelque sorte l'acte de soumission de 759, il leur permet, de rappeler, à quelques encablures du dénouement du conflit, que l'union de ce pays à la monarchie française résulte d'un souhait des populations locales, et non d'un rapt.

Le traité lui-même, puisque le Roussillon est un espace français par nature, et qu'il se trouve séparé de l'Espagne par une barrière providentielle, ne peut être mis en scène que comme l'accomplissement de sa destinée. Après une longue parenthèse d'errance, durant laquelle ce territoire fut agrégé à la Catalogne, et soustrait à la domination des rois de France par la perfidie des comtes de Barcelone, le voilà rendu à sa patrie originelle, en même temps qu'à ses maîtres légitimes. C'est donc sous le signe du *retour* ou du *rattachement* que le traité est présenté. Pour tous les historiens de cette longue lignée, les paroles de Dominique Henry donnent le fin mot de l'histoire. Le Roussillon en entier et une partie de la Cerdagne sont irrévocablement acquis à la France ; un acte solennel lui en consacre la propriété. La prescription des temps anciens l'emporte sur l'usurpation des temps modernes. Reconnus comme portion intégrante du sol français, héritiers du sol des Gaules, ces territoires reviennent à leur domaine naturel. Le traité des Pyrénées apparaît donc, dans l'histoire, non comme une de ces transactions, fruits de l'impérieuse nécessité, sanctionnant la séparation d'une province à la suite d'une victoire, et par la seule autorité de la loi brutale du fort, mais comme un acte éclatant de justice, qui, après plusieurs siècles de démembrement, réintègre à son tout homogène une partie de ce tout dont la distraction était contre-nature.¹⁶

Après avoir présenté le traité des Pyrénées comme inéluctable, l'histoire française doit dire un mot des convulsions qui ont agité le Roussillon dans les temps qui ont suivi l'annexion. Il lui faut expliquer pourquoi, puisque le traité était juste, puisque la population roussillonnaise avait formulé son intention de revenir à la France, la seconde moitié du XVIII^e siècle a vu naître plusieurs tentatives pour libérer le pays du joug de ses nouveaux maîtres. Les historiens roussillonnais vont déployer plusieurs arguments pour surmonter cet écueil. On les trouve condensés dans l'opuscule dédié au Roussillon de ces années troubles que Victor Aragon publie en 1882. Ce magistrat fêru d'histoire met d'abord en avant le rôle moteur qu'a joué par la monarchie espagnole dans ces complots et dans ces révoltes. « Les Roussillonnais hostiles à la France n'auraient pas poussé leur mécontentement jusqu'à la révolte, s'ils n'y eussent été encouragés par l'Espagne. »¹⁷ Il s'occupe ensuite de circonscrire le monde des mécontents, en refusant aux complots, qui seraient le fait d'une camarilla de nobles et d'ecclésiastiques

15. Jean Baptiste CARRÈRE, *op. cit.*, p. 2.

16. Dominique M.J. HENRY, *op. cit.*, p. 458.

17. Victor ARAGON, *Le Roussillon aux premiers temps de sa réunion à la France*, Perpignan : Latrobe, 1882, p. 41.

dont les intérêts sont liés à la monarchie espagnole, toute assise populaire. Enfin, quand cela n'est pas possible, comme dans le cas de la révolte des *Angelets*, il dénie à cet épisode sa dimension xénophobe, son caractère anti-français, en ne voulant y voir qu'une affaire de faux-sauniers qui dégénère en criminalité ordinaire.¹⁸

Une fois minorée la résistance des Roussillonnais à l'annexion, une fois flétries les grandes figures de l'opposition à l'ordre français, il ne reste plus qu'à les digérer, en aval cette fois, dans l'histoire plus large d'une assimilation réussie et heureuse. Une conquête des cœurs roussillonnais par la France que, de Dominique Henry à Marcel Durliat, l'histoire française veut rapide. Aussi met-elle l'accent sur l'ordre et la prospérité du XVIII^e siècle, et sur les premiers signes d'acculturation qui l'accompagnent. Dès ce moment, expliquent Joseph Calmette et Pierre Vidal, « (...) l'esprit français pénètre profondément ; et en sommes rapidement dans le pays. »¹⁹

La Catalogne mutilée. Une contre-histoire catalaniste du traité des Pyrénées

L'histoire française du Roussillon a longtemps régné seule sur la production historiographique locale. Il faut attendre les années 1930, et surtout le dernier tiers du XX^e siècle, pour qu'elle soit sérieusement concurrencée par une contre-histoire catalaniste, dont les développements sont indissociablement liés à ceux du catalanisme politique.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que ce soit Alfons Mias, secrétaire de mairie de Palaldà, et fondateur en 1936 de l'association *Nostra Terra*, un groupe de jeunes catalanistes qui se posent les premiers en Roussillon la question du passage à l'action politique, qui inaugure cette lignée. Lui-même s'est converti au nationalisme catalan après avoir épousé la fille d'une famille barcelonaise liée à la *Lliga Regionalista*.²⁰ Et, à défaut de parvenir à structurer une mouvance nationaliste en Catalogne française, Mias défend ses idées par le biais de petits ouvrages de divulgation. En 1933, il fait paraître, sous le pseudonyme de Josep Vergès, une *Histoire résumée de la Catalogne française* qui décline tous les leitmotifs de l'histoire catalaniste.²¹ Ceux que l'on retrouvera plus tard dans le bréviaire catalaniste des années 1970, *El petit llibre de Catalunya-Nord* de Montserrat Biosca et Llorenç Planes, dans *L'Histoire populaire des Catalans*, succès de librairie de Joan Villanove paru au début des années 1980, ceux auxquels Alicia Marcet donnera une tournure académique dans ses travaux.²²

Histoire tard-venue, contestataire, minoritaire, elle a pour particularité de faire souvent montre d'intelligence quant à ses conditions de possibilité, et d'une conscience assez claire de ses présupposés idéologiques, ce qui n'est pas le cas de l'histoire française, qui présente toujours l'assurance de la normalité. Ainsi, les auteurs du *Petit Llibre de Catalunya-Nord* se penchent-ils, en ouverture de sa seconde édition, sur le « canvi de mentalitats [changement de mentalités] »²³ qui a permis la parution de cet ouvrage en 1974. Ils mentionnent la décolonisation, l'émergence de mouvements critiquant les principes d'autorité comme le féminisme, le mouvement autogestionnaire, ou encore l'aiguillon de mai 1968. De fait, il a fallu que fléchissent les certitudes nationales françaises, le pays déclinant au rang de puissance moyenne en perdant son empire colonial, que l'idée de « progrès » – comprise comme unification croissante des modes de vie sous l'égide de la technique et de la raison – soit questionnée, et que les minorités ethniques réclament leurs droits en profitant de ce nouveau climat intellectuel, pour que la contre-histoire catalaniste devienne audible localement, trois décennies après la première tentative d'Alfons Mias.

Une histoire contre

Capable de raisonner sur ses motivations, la contre-histoire catalaniste se conçoit d'abord comme une critique de l'histoire française, dont elle va contester les arguments un après l'autre. Mias commence son exposé en attaquant les cours d'histoire primaire, et leur fameux « nos ancêtres les gaulois ». Il le termine par une charge contre les historiens du Roussillon qui ont « manqué d'indépendance », et ont « [t]ous trouvé naturel l'annexion du Roussillon à la France. »²⁴ Même dénonciation des mythes de l'histoire de France dans le *Petit Llibre*, qui se félicite de leur perte de crédit depuis les années 1960, ou chez Villanove, qui se surprend que les petits roussillonnais apprennent la guerre de Cent ans comme partie de leur histoire²⁵. En ôtant à l'histoire française son monopole sur l'écriture de l'histoire locale, les historiens catalanistes veulent la faire apparaître comme un discours particulier, qui ne peut se prévaloir d'objectivité puisqu'il est commandé par la défense des intérêts nationaux français. Et ils vont s'atteler à mettre en évidence les différentes propositions qui traduisent son caractère partisan.

18. Sur la révolte des *Angelets*, qui a enflammé le Vallespir et le Conflent entre 1661 et 1670, je renvoie à l'ouvrage d'Alain AYATS, *Les guerres de Josep de la Trinxeria (1637-1694). La guerre du sel et les autres*, Canet de Rosselló : Trabucaire, 1997.

19. Joseph CALMETTE et Pierre VIDAL, *Histoire du Roussillon*, Paris : Champion, 1923, p. 187.

20. Sur Alfons Mias et *Nostra Terra* on verra l'étude de Pierre GRAU, « *Nostra Terra, Joventut catalanista de Rosselló, Vallespir, Cerdanya, Conflent i Capcir* ». *Etude d'un mouvement de jeunes catalanistes (1937-1939)*, Mémoire de DEA, Université de Montpellier III, 1983.

21. Josep VERGÈS (Alfons Mias), *Histoire résumée de la Catalogne française*, Amélie-les-Bains : Xatard, 1933.

22. Mercè BIOSCA i Llorenç PLANES, *El petit llibre de Catalunya-Nord*, Perpinyà : L'Eriçó, 1978 éd, et Jean VILLANOVE, *Histoire populaire des Catalans*, Perpignan : Sofreix, 1979-1981, 3 tomes.

23. Mercè BIOSCA i Llorenç PLANES, op. cit., p. 7.

24. Josep VERGÈS (Alfons Mias), op. cit., p. 91.

25. Mercè BIOSCA i Llorenç PLANES, op. cit., p. 17, et Jean VILLANOVE, op. cit., tome 1, p. 318-319.

C'est donc à l'ascendance gauloise des Roussillonnais qu'ils s'attaquent d'abord. Il faut dire que, depuis le milieu du XIX^e siècle et les recherches de Bernard Alart, on a découvert la présence des Ibères en Roussillon.²⁶ Pour Mias, ces derniers sont les premiers habitants d'un pays qu'ils partageaient avec les Ligures. Même chose pour les auteurs du *Petit Llibre*, qui s'en prennent à l'homologie galo-française. « Que França continua la Gàl·lia, això és un mite inventat pels historiadors nacionalistes francesos [Que la France continue la Gaule est un mythe inventé par les historiens nationalistes français]. »²⁷ Ils expliquent ensuite que, si des Celtes se sont bien installés sur le territoire, son peuplement protohistorique était majoritairement ibère. Attentive à démentir ce poncif mensonger de l'histoire française, l'histoire catalaniste ne s'appesantit pas sur la question des origines, elle préfère tourner ses regards vers le Moyen-âge, où elle veut voir naître la nationalité catalane.

Ici, tout diffère à nouveau de l'histoire française. Les Roussillonnais n'ont pas hérité de leur passé gaulois un caractère particulier, les éloignant pour toujours des peuples auxquels ils vont être associés par la création de la *Marca hispanica*. Au contraire, le geste de Charles le Chauve est célébré, et il est essentiel puisqu'il va permettre la constitution de la Catalogne comme nation. Selon les dires d'Alicia Marcet, « [c]'est au Moyen-âge (...) que se mettent en place les structures politiques, juridiques, économiques et sociales [qui] cimentent aussi bien la Nation que l'Etat catalans »,²⁸ et puisque les Roussillonnais ont participé de cette aventure nationale depuis son principe, le prétendu « retour » du Roussillon à la mère patrie française est une mauvaise fable.

La mutilation de la Catalogne

Du reste, les Roussillonnais, qui sont Catalans depuis que les Catalans existent, n'ont jamais exprimé le désir de « revenir » à la France. Ils ont simplement été victimes de la rapacité des rois de France, qui ont floué les Catalans en leur promettant leur aide à Péronne, et qui ont profité, pour parvenir à leurs fins, de la méchanceté et de l'incurie des Habsbourgs d'Espagne et de leurs *validos*. Selon Alfons Mias, une fois l'accord de Péronne conclu, « [l]a guerre se poursuivit sans ampleur entre la France et l'Espagne et se transforme en comédie dramatique dont nos pères furent spectateurs dupés. La scène finale est l'abominable traité des Pyrénées. Ce brouillamini infâme, d'où se dégage sans subtilité l'ambition française (...). »²⁹ Les négociations, et le texte du traité lui-même, n'ont tenu aucun compte du vouloir des Catalans, Alicia Marcet ne manquant pas de rappeler que « [l]es deux cours ont un tel mépris pour les Catalans qu'elles n'informent officiellement les autorités barcelonaises de la signature du traité que 3 mois après qu'elle ait eu lieu, en février 1660. »³⁰ Bref, la partition de la Catalogne et le tracé frontalier ne sont rien d'autre, pour Montserrat Biosca et Llorenç Planes, que le résultat du rapport de force établi entre les deux royaumes ennemis en 1659, « un punt d'equilibri entre dos imperialismes (...) [un point d'équilibre entre deux impérialismes]. »³¹

Non plus que l'expression d'une volonté roussillonnaise, le traité des Pyrénées n'est un geste réconciliant les limites des puissances politiques avec celles dictées par la nature. L'évidence sensorielle dont se prévalait Joseph Calmette n'est plus de mise dans l'histoire catalaniste, qui stigmatise le tracé arbitraire et absurde de la frontière, là notamment où il est le plus clairement artificiel, en Cerdagne. Contrairement à l'illustre professeur, les auteurs du *Petit Llibre* opposent l'œil sur la carte à l'expérience du terrain. Cette dernière fera vite comprendre que les Pyrénées ne sont, pas plus qu'aucune autre chaîne de montagnes, une frontière naturelle. « *Per al que corre per la serra és fàcil s'adonar que els Pirineus no són pas tan barrera com ho sembla sobre el mapa, que la frontera es travessa per tot molt fàcilment i que les mapes són ben enganyadores* » [Pour celui qui court par la montagne il est aisé de se rendre compte que les Pyrénées ne sont pas une barrière comme il semble sur la carte, que la frontière se traverse partout facilement et que les cartes sont bien trompeuses].³²

Résistances

Geste inique, sacrifiant l'unité d'un peuple au bon plaisir des monarques, le traité n'a pas été facilement accepté par les Catalans devenus sujets du roi de France. L'histoire catalaniste du Roussillon reprend le fil des travaux initiés par le prêtre barcelonais Josep Sanabre sur les troubles qui ont secoué le pays après son annexion, et notamment de son livre de 1970 sur *La Resistència del Rosselló a incorporar-se a França*, en signalant une fois de

26. Bernard ALART, *Géographie historique des Pyrénées-Orientales*, Perpignan : Alzine, 1859.

27. Mercè BIOSCA i Llorenç PLANES, op. cit., p. 33.

28. Alicia MARCET, *En pays catalan à l'époque moderne*, in G. CHOLVY (dir), *Le Languedoc et le Roussillon. Civilisations populaires régionales*, Roanne : Horvath, 1991, p. 264.

29. Josep VERGÈS (Alfons Mias), op. cit., p. 78-79.

30. Alicia MARCET, *Abrégé d'histoire des terres catalanes du nord*, Perpinyà : Trabucaire, 1991, p. 120.

31. Mercè BIOSCA i Llorenç PLANES, op. cit., p. 35.

32. Mercè BIOSCA i Llorenç PLANES, op. cit., p. 33.

plus l'omission ou le mensonge d'une histoire française peu disert à ce propos³³. Elle insiste à la fois sur la très longue durée de la contestation du pouvoir français, sur la dimension massive et populaire de cette résistance, et sur son caractère politique.

Alicia Marcet, maître de conférences en histoire moderne à l'Université de Perpignan, n'oublie rien dans ses ouvrages des complots qui ont menacé la domination française en 1662, 1667, et 1674. Elle revient plus d'une fois sur la révolte des *Angelets*, en la traitant à l'inverse de l'histoire française. Il ne s'agit pas seulement, pour elle, d'une petite affaire de gabelle et de malfrats. Alicia Marcet y voit un soulèvement largement soutenu par la population locale. « La révolte des Angelets est exceptionnelle à bien des égards. Le xvii^e siècle français en a connu de nombreuses (...). En général, au bout de quelques mois elles s'apaisent ; ici la révolte s'étend sur une période de dix ans. Elle a été durant tout ce temps, soutenue par la très grande majorité de la population (...). »³⁴ Mieux, elle lui donne un caractère politique. À ses yeux, puisque la nation catalane a conscience d'elle-même depuis le Moyen-âge, les *Angelets*, qui ont défendu leur terre contre le pouvoir français, étaient des patriotes catalans. Et elle souligne autant leur volonté de défendre les Constitutions catalanes, bafouées par l'administration de Louis XIV, que le rejet du français qui animait ces hommes. « Enfin, et surtout, si la révolte est d'abord antifiscale, elle prend également une dimension politique par la revendication constante émise par les insurgés de respecter la législation catalane et la demande d'aide auprès des Catalans d'Espagne par-delà une frontière qu'ils n'acceptent pas. Elle est nationale, par là-même, mais aussi par l'accent mis constamment par les rebelles sur le fait que les employés de la ferme sont des « *forasters* » (...) et pire des « *gavatxos* » (...). »³⁵

Ces révoltes ne se sont pas éteintes d'elles-mêmes, par la grâce de la séduction française. Il a fallu une dure répression policière et militaire pour les briser. Encore la province n'est-elle pas bien sûre quand survient la Révolution. Ainsi, rappelle l'histoire catalaniste, contrairement à ce que veut faire croire l'histoire française, qui exalte les victoires des armées révolutionnaires, les populations roussillonnaises ont, dans leur majorité, bien accueilli les troupes du roi d'Espagne lors de l'invasion de 1793-1794. Alicia Marcet rajoute que les résistances violentes et politiques ne sont pas tout, les Roussillonnais ont aussi résisté longtemps en rejetant l'acculturation française et en conservant leur langue. « La resistència que es pot qualificar de « passiva » però més encara de « cultural », s'inicia a partir del segle xvii i prossegueix més enllà de la Revolució francesa, fins ben avançat el segle xix : les temptatives de francesització resten vanes, els Catalans dels Comtats, en llur immensa majoria, conserven la seva catalanitat [La résistance que l'on peut qualifier de “ passive ” ou mieux de “ culturelle ”, commence à partir du xvii^e siècle et continue après la Révolution française, jusqu'à bien avant dans le xix^e siècle : les tentatives de francisation restent vaines, les Catalans des Comtés, dans leur immense majorité, conservent leur catalanité]. »³⁶

Une nouvelle histoire du Roussillon ?

Ces trente dernières années, à la suite de la création d'un pôle universitaire autonome à Perpignan en 1979, l'histoire des professionnels de l'histoire s'est peu à peu imposée sur le champ des études locales. Leurs travaux laissent moins de place aux sentences, et plus à la nuance. Ils cherchent à étayer leur propos plus fermement, et se méfient des poncifs. Pour autant, le souci critique n'est pas parvenu à rapprocher les points de vue, comme l'a montré la parution de la *Nouvelle histoire du Roussillon* en 1999. Celle-ci, qui voulait être un ouvrage de référence, rassemblant les contributions des meilleurs spécialistes de l'histoire roussillonnaise, possède une particularité remarquable. Trois chapitres, se recoupant largement mais rédigés par deux auteurs différents, Alicia Marcet et Gilbert Larguier, sont consacrés à la période moderne.³⁷ Et ce n'est pas tellement que l'une et l'autre se soient partagés la tâche en fonction de leurs compétences respectives, la première s'étant plutôt illustrée sur le terrain de l'histoire politique, le second sur celui de l'histoire économique. Pas seulement non plus qu'il ait fallu faire une place à chacune de ces deux figures de l'Université de Perpignan. Mais surtout parce qu'elles portent deux visions divergentes de l'histoire. Quand Alicia Marcet, héritière de l'histoire catalaniste, met l'accent sur la violence de la conquête et la difficile imposition du nouveau pouvoir, Gilbert Larguier préfère la réinscrire dans la longue durée des ambitions françaises. Selon lui, la conquête éphémère du règne de Louis XI ne fut pas si mal vécue en Roussillon, celle du xvii^e siècle souleva des résistances, mais l'adhésion au régime français progressa rapidement au xviii^e siècle, et l'annexion concernait un territoire singulier de la monarchie hispanique, déjà largement peuplé de Languedociens, qui entretenait des relations privilégiées avec le Midi de la France.

33. Josep SANABRE, *La Resistència del Rosselló a incorporar-se a França*, Perpinyà : Trabucaire, 1989 (1970).

34. Alicia MARCET, *La province de Roussillon*, Jean SAGNES (dir), *Le Pays catalan*, Pau : Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, 1983, p. 526.

35. Alicia MARCET, op. cit., p. 526.

36. Alicia MARCET, *Breu història de les terres catalanes del Nord*, Perpinyà : Trabucaire, 1988, p. 130.

37. Alicia MARCET, *Le Roussillon, un enjeu entre la France et l'Espagne (1462-1715)*, Gilbert LARGUIER, *Dans l'Espagne du siècle d'or, sur les marges (1462-1659)*, et *Une province du royaume de France, entre résistance, résignation et séduction (1659-1789)*, Jean SAGNES (dir), *Nouvelle histoire du Roussillon*, Perpinyà : Trabucaire, 1999, respectivement p. 161-190, et p. 191-218 et 219-248.

Si elle perpétue, sur un mode affadi, le débat contradictoire entre histoire française et histoire catalaniste, l'histoire universitaire ouvre aussi de nouvelles voix. Alain Ayats, dans les études qu'il a consacrées au Roussillon de l'après traité, entend rompre avec les approches précédentes, et peut-être avec l'histoire catalaniste surtout, qui a renversé la balance des interprétations depuis les années 1970, en refusant de lire les événements du XVII^e siècle au travers d'une grille nationale qui lui paraît anachronique. « Le concept de nation qui est le nôtre est récent, et il est difficile de l'appliquer aux hommes du XVII^e siècle. »³⁸ Aussi, en se penchant sur le cas emblématique des *Angelets*, replace-t-il la révolte dans son environnement socio-économique, celui d'un Vallespir pays de roule et de contrebande, dont les activités ont été menacées par la nouvelle frontière. Il convient que la révolte a été d'ampleur, qu'elle a trouvé l'assentiment des populations, explique qu'elle a été une réaction violente de la société locale contre l'intrusion de l'Etat capétien dans ses affaires, et qu'elle a été avivée par la haine que les Catalans vouaient aux Français, ainsi que par leur attachement à leur « *Terra* », tout en refusant d'en faire un soulèvement national.

C'est peut-être à partir de ce point laissé en suspens, en affrontant les incertitudes qui persistent quant à la construction et à la perception des identités collectives, que l'histoire universitaire va explorer de nouveaux horizons, en cherchant à comprendre comment se pensaient les Catalans annexés à la France en 1659, et comment ils ont fini par se sentir, dans leur grande majorité, français. Michel Brunet et Peter Sahlins ont ouvert la voie, en jugeant le degré d'adhésion des Roussillonnais à la patrie française au tournant du XIX^e siècle, et en réfléchissant sur les mécanismes pratiques de la francisation.³⁹ D'autres historiens de Catalogne sud, tel Narcís Iglésias, Mònica Ferrer ou Oscar Jané, retrouvent, après Josep Sanabre, le chemin du Roussillon, en jetant un regard neuf sur les relations de sa population avec le pouvoir français, ainsi que sur leurs sentiments d'appartenance à l'époque moderne.⁴⁰

Finalement

L'histoire du traité des Pyrénées, telle qu'on l'a racontée en Roussillon à l'époque contemporaine, est une histoire hautement dépendante des préjugés nationaux. Ses déclinaisons épousent les étapes marquantes de la construction de l'identité locale. Jusqu'aux années 1970 domine sans partage l'histoire française. Poursuivant, à l'ère nationale, la tâche entamée par les propagandistes français du Grand siècle, elle veut justifier l'appartenance du Roussillon à la France. Et, puisqu'il s'agit de faire des Roussillonnais un peuple français, elle leur invente un atavisme qui les démarque des Catalans tout en les raccrochant à la lignée gauloise. C'est le versant historique de la fabrication d'une identité régionale française, où la singularité locale est neutralisée, parce que subordonnée à la parenté française. La fameuse théorie qui vante la constitution volontaire de la nation française pèse peu, dans cette composition, face à la séduction des origines. En Roussillon elle est d'autant moins attrayante qu'elle se heurte à la réalité brutale du passé. Aussi les tenants de l'histoire française, s'ils essaient un temps de rattacher la conquête à l'expression d'une volonté locale, quitte à la faire remonter au Moyen-âge, abandonnent-ils assez vite cet argument invraisemblable. Au contraire, l'impossibilité d'appuyer leur démonstration sur l'expression d'un désir des Roussillonnais à se joindre à la France les a encouragés à fonder la logique de l'annexion sur les arrêts de la nature.

La contre-histoire catalaniste est fille de nationalisme catalan. S'opposant pied à pied à l'histoire française, elle devient audible en Roussillon dans les années 1970, quand la France voit son lustre pâlir sur la scène internationale, quand sa mythologie nationale ne suscite plus la même foi. Histoire critique, elle a, mieux que l'histoire française, su décrire ses conditions de possibilité, et faire entendre que l'écriture de l'histoire n'est jamais neutre. Mais, histoire quand même, elle a fermement cru en sa vérité, celle d'une nation catalane ayant conscience d'elle-même depuis le Moyen-âge, et qui s'est battue pour son existence contre les monarchies voisines.

C'est justement sur les certitudes brandies par les deux récits antagonistes, et sur les incertitudes qui les entourent aujourd'hui, que la nouvelle histoire du Roussillon s'interroge, offrant matière à penser pour qui veut réfléchir sur la construction des identités nationales. Ce sont alors d'autres débats qui s'annoncent, dont la charge idéologique n'est pas moindre, autour de la nature du patriotisme catalan sous l'Ancien Régime, ou des rythmes et des modalités de l'acculturation française des Roussillonnais.

38. Alain AYATS, op. cit., p. 314.

39. Je fais référence à deux ouvrages classiques, Michel BRUNET, *Le Roussillon, une société contre l'Etat (1780-1820)*, Perpinya : Trabucaire, 1991, et Peter SAHLINS, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris : Belin, 1996 (1989).

40. Je fais allusion, en autres, à Mònica FERRER JUANDÓ, « *El Rosselló i la monarquia francesa (1659-1721). Guerres, resistències, identitats* », Joaquim ALBAREDA (Dir), *Del patriotisme al catalanisme. Societat i política (segles XVI-XVII)*, Vic: Eumo, 2001; Narcís IGLÉSIAS, *La llengua del Rosselló, qüestió d'Estat. La integració lingüística del Rosselló a França (1659-1789)*, Vic : Eumo, 1998, et Oscar JANÉ CHECA, *Catalunya i França al segle XVII. Identitats, contraindents i ideologies a l'època moderna (1640-1700)*, Catarroja : Afers, 2006.